



PREFET DE LA DROME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-
Alpes
Unité Territoriale Drôme-Ardèche

Affaire suivie par : Catherine Masson
Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49
courriel : catherine.masson@developpement-
durable.gouv.fr

Valence, le **29 OCT. 2013**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2013302 - 0010

**portant modification des conditions d'exploitation
d'une carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS SUD à EURRE**

Le Préfet

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R512-31 et R512-33 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de traitement des matériaux ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 autorisant la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de EURRE au lieu-dit "Les Ramières" pour une superficie de 15 ha 35 a et pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-5190 du 16 novembre 2009 autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à se substituer à la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU la demande présentée le 16 septembre 2013 par la société LAFARGE GRANULATS SUD sollicitant l'autorisation de prolonger la durée de l'autorisation susvisée jusqu'au 15 février 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2013 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation Carrières, en date du 3 octobre 2013 ;

VU les observations de l'exploitant reçues par courriel le 25 octobre 2013 concernant le projet d'arrêté préfectoral ;

VU la réponse de l'inspection reçue par courriel le 28 octobre 2013 relative aux modifications demandées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la progression de l'exploitation a été différente de celle prévue par l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003, et a été réalisée avec un décalage de deux phases d'extraction dû aux conditions locales et économiques ;

CONSIDERANT qu'une demande de renouvellement-extension de cette carrière, déposée le 30 juillet 2012, est en cours d'instruction ;

CONSIDERANT que la demande de prolongation est sollicitée jusqu'au 15 février 2015 ;

CONSIDERANT que les travaux sont autorisés uniquement pendant la période s'étendant du 1^{er} novembre au 15 février ;

CONSIDERANT en conséquence que la durée effective des extractions ne dépassera pas 7 mois ;

CONSIDERANT que l'exploitation se poursuivra dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003, mais avec une réduction de la production maximale annuelle de 135 000 tonnes à 80 000 tonnes ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant entendu ;

SUR proposition de madame le Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société LAFARGE GRANULATS SUD, dont le siège social régional est situé lieu-dit « Barban » - Pont de la Durance – BP 26 – 13870 ROGNONAS, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de EURRE, au lieu-dit « Les Ramières », **jusqu'au 15 février 2015.**

ARTICLE 2

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 03-4845 du 24 octobre 2003 modifiées par les prescriptions des articles 3 à 5 du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Production

La production moyenne annuelle est de 75 000 tonnes. La production maximale annuelle autorisée est de 80 000 tonnes.

ARTICLE 4 – Phasage

Les travaux respecteront les plans de phasage figurant en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

ARTICLE 5 – Garanties financières

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à 3 mois après l'échéance de la prolongation de l'autorisation d'exploiter, définie à l'article 1 du présent arrêté.

Le point 6 – Arrêt de l'exploitation- de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 relative aux garanties financières est abrogé.

ARTICLE 6 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 7 – Publication

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de EURRE pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme, l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

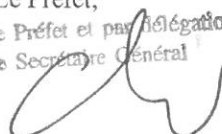
Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 – Exécution

Madame le secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de EURRE et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- à monsieur le directeur de la société LAFARGE GRANULATS SUD ;
- à monsieur le maire de EURRE ;
- au directeur départemental des territoires ;
- à la directrice départementale de la protection des populations ;
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé ;
- au directeur régional des affaires culturelles ;
- à la chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- au chef de l'unité territoriale Drôme-Ardèche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Valence, le **29 OCT. 2013**

Le Préfet,
Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Alice COSTE

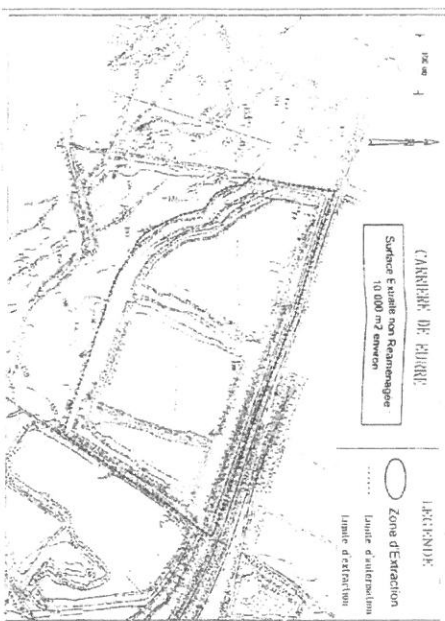
Prévision Campagne 2013 – 2014

ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral
n° 2013392 .est du 29 octobre 2013

DECOUVRETE



EXTRACTION



A EXTRAIRE



REAMENAGEMENT



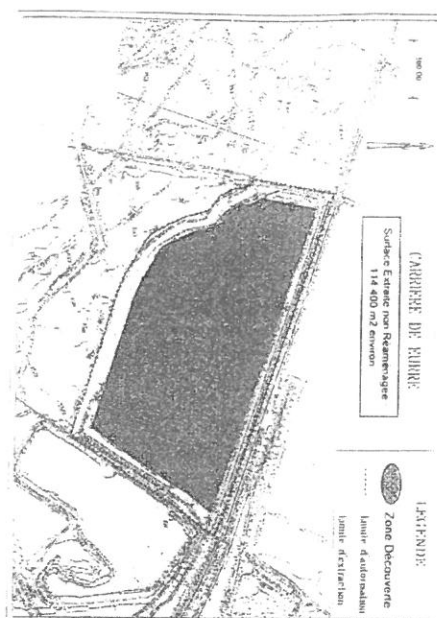
Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Alice COSTE

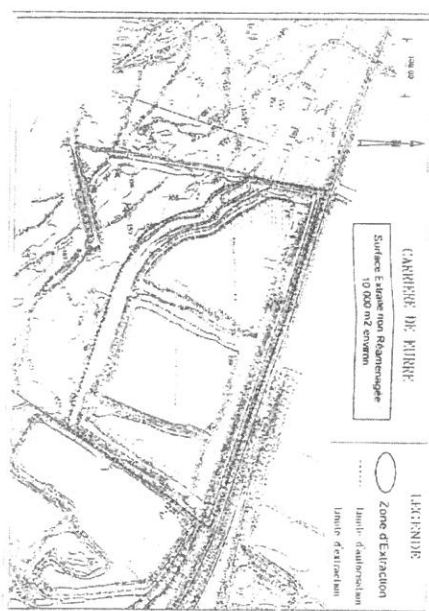
Prévision Campagne 2014 – 2015 :

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral
n°2013202-0010 du 29 octobre 2013

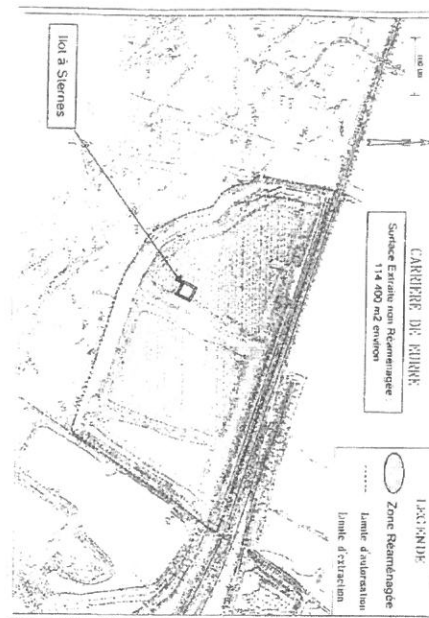
DECOUVERTE



EXTRACTION



REAMENAGEMENT



A EXTRAIRE



Le Préfet ou par délégation
Le Secrétaire Général

Alice COSTE

